

DEA-Economic and Social Council Secretariat-Correspondance

01 April 1946
30 March 1950.

clear-NK
02/05

S-0991
Box-3
File-10

(DAG-17)

INTERPARLIAMENTARY UNION
UNION INTERPARLEMENTAIRE

(FOUNDED 1888)

CONSULTANTS TO THE
ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL
OF THE UNITED NATIONS:

HON. ALBEN W. BARKLEY
Vice-President of the United States

PROF. B. MIRKINE-GUETZEVITCH
40 East 10th Street, New York 3, N. Y.
Tel. GR. 3-5492

President
LORD STANSFORD

General Secretary
PROF. LEOPOLD BOISSIER
6, rue Constantin, Geneva

Le 16 mars 1950

Cher Ami,

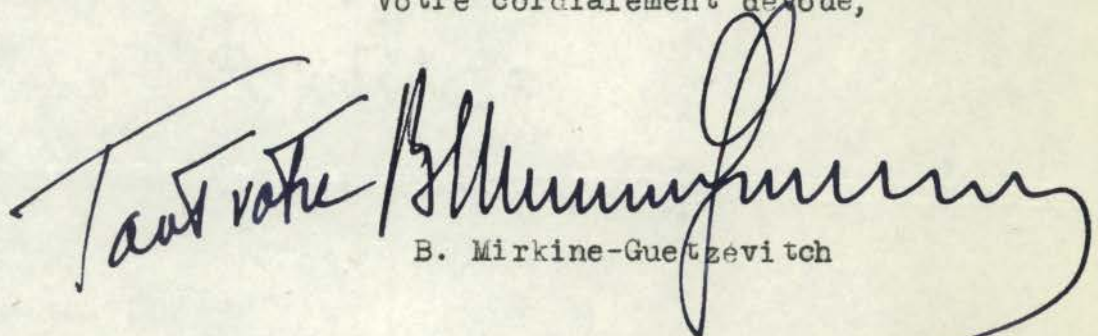
J'ai reçu aujourd'hui une lettre de vos services
à l'adresse suivante:

Monsieur le Consultant,
Union interparlementaire
40 East 10th Street
New York 3, N.Y.

Il s'agit évidemment d'une erreur involontaire. Si, cependant, on a fait un cliché ainsi libellé, je vous prie de bien vouloir faire rétablir mon nom. J'habite, en effet, dans une maison qui comprend une centaine d'appartements et c'est seulement par miracle que mon courrier me parvient s'il ne porte pas mon nom.

Merci d'avance.

Votre cordialement dévoué,

Tout votre dévoué

B. Mirkine-Guetzévitch

Monsieur L. Hamori,
Section des Organisations non-gouvernementales,
Nations Unies,
Lake Success, N.Y.

File No. <u>DPI</u>
Name Indexed <u> </u>
Dept. of Public Information
17 FEB 1950
BRANCH REGISTRY

Mr. Bertram Pickard, United Nations Information Center, Geneva

J. B. Orrick, Chief, Section for Non-Governmental Organizations
Department of Public Information

Statement by Mr. Cohen re DPI Policy
Concerning Non-Governmental Organizations

17 February 1950

Hamori has passed on to us your inquiry about Mr. Cohen's statement on the policy of the Department of Public Information with regard to non-governmental organizations. Mr. Cohen does not recall, nor do I, any formal statement on his part except something about the importance of non-governmental organizations during the discussion of the departmental budget by the Fifth Committee. I have looked through the Summary Record of this Session, Document A/C.5/SR201 dated 17 October 1949, and there is no detailed statement recorded.

JBO:ar

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mademoiselle Yolande van Muyden, Section de Maison, Organisations Non
Gouvernementales, Palais des Nations, Nations Unies, Geneve.

FROM: Laszlo Hamori, Section des organisations non gouvernementales, Secrétariat du
Conseil économique et social, New York, Room D 115 B. *HH*.

SUBJECT: Vos memos des 18 et 23 janvier 1950. Date 23 janvier 1950

Je vous accuse réception de votre note en date du 23 janvier et des copies qui l'accompagnaient, ainsi que de l'intéressant document concernant le Centre international de documentation pour l'industrie du bâtiment.

J'ai également reçu votre mémo du 18 janvier, "Statement by Mr. Cohen re DPI Policy concerning NGOs" et ai pris les mesures nécessaires pour vous satisfaire sur ce point aussitôt que possible.

Mr. J.B. Orrick, Chef de la Section des organisations non gouvernementales
et de liaison générale, Département de l'Information, Pièce CA 024 F.

Laszlo Hamori, Section des organisations non gouvernementales, Secrétariat du
Conseil économique et social, Pièce D 115 B

26 janvier 1950

Nous venons de recevoir le memorandum ci-joint de Bertram Pickard, Genève.

Voudriez-vous avoir la gentillesse de lui répondre directement.

Pièce jointe.

ECA/L
UNITED NATIONS OFFICE
AT GENEVA

OFFICE DES NATIONS UNIES

JAN 23 1950 A GENÈVE

45
INTEROFFICE MEMORANDUM

File No.	ECA
Name Indexed	
Dept. of Economic Affairs	
23 JAN 1950	
J.B.O.	
B-115-E	

To: Mr. Laszlo HAMORI, NGO Section, ECOSOC Secretariat, Room 141

From: Y. van Muyden, Liaison Section (NGOs), Room 141
y.v.m.

Our Ref: G.XIV. 1/1/2 2386

Geneva, 18 January 1950

Your Ref:

Subject: Statement by Mr. Cohen re DPI Policy concerning NGOs

We were told that during the last General Assembly, Mr. Cohen made a statement in which he defined the policy of the DPI with regard to NGOs. Mr. Pickard would very much like to have, if possible, the text of this statement or the reference to the document in which it was reproduced. Do you think you could obtain it ?

UNITED NATIONS • NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Mr. J.B. Orrick, Chef de la Section des organisations non gouvernementales
et de liaison générale, Département de l'Information, Pièce CA 024 F.

FROM: Laszlo Hamori, Section des organisations non gouvernementales, Secrétariat du
Conseil économique et social, Pièce D 115 B *14*.

SUBJECT: Date 26 janvier 1950

Nous venons de recevoir le memorandum ci-joint de Bertram Pickard, Geneve.

Voudriez-vous avoir la gentillesse de lui répondre directement.

Pièce jointe.

Mr. Orrick:
I said something about
the importance of our
work with N.G.O's.
during the Budget discussions.
That is all I can
remember
B. Cohen
Assistant Secretary General
Dept. of Public Information

30 JAN 1950

Lettre dictée, mais pas signée

le 22 septembre 1949

Mademoiselle Elisabeth Bertschi,
Directrice de la Section suisse
du Service social international,
25, rue Pierre Fatio, Genève

Chère Mademoiselle,

Merci des renseignements que vous avez bien voulu me donner, par votre lettre du 15 septembre, sur les cas de MM. Allalouf et Lionel Barry.

Mr. Hapgood m'a confirmé qu'il n'avait malheureusement aucune place disponible dans son service pour M. Barry. J'ai également pris contact au sujet de ce dernier avec Mme de Mesa, du Bureau du Personnel, à qui je communique une copie de notre correspondance. Mme de Mesa m'a promis que si une vacance se produisait dans un avenir rapproché, elle ne manquerait pas de vous en prévenir. Si d'ici 6-8 semaines, vous n'avez pas eu de ses nouvelles, vous pourriez lui donner vous-même un coup de téléphone en vous référant à cette lettre.

Je regrette de n'avoir pas pu mieux vous aider à résoudre ce cas difficile et vous prie d'agréer, chère Mademoiselle, l'assurance de ma considération distinguée.

Laszlo Hamori
Secrétaire Adjoint
Comité du Conseil chargé
des organisations
non-gouvernementales

Copie à Mme de Mesa

le 21 septembre 1949

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 10 septembre 1949, et vous en remercie, ainsi que de l'envoi du porte-plume que vous avez bien voulu me faire parvenir.

Selon votre demande, je m'empresse de vous faire expédier sous pli séparé le texte français des rapports que vous avez présentés à la Société des Nations, au nom de la Cinquième Commission, aux Assemblées des années 1931, 1932, 1933, 1935, 1937 et 1938.

J'espère que ces lignes vous trouveront en bonne santé et que j'aurai le plaisir de vous revoir lors de mon retour aux Etats-Unis.

Veuillez me croire, cher Monsieur, votre bien dévoué,

Laszlo Hamori
Secrétaire adjoint,
Comité du Conseil chargé
des Organisations
non-gouvernementales.

Monsieur le Professeur V.V. PHILA,
Président de l'Association internationale
de Droit pénal,
116 East, 63rd Street,
NEW-YORK 21, N.Y.

p.a. Bureau 141

le 21 septembre 1949

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 10 septembre 1949, et vous en remercie, ainsi que de l'envoi du porte-plume que vous avez bien voulu me faire parvenir.

Selon votre demande, je m'empresse de vous faire expédier sous pli séparé le texte français des rapports que vous avez présentés à la Société des Nations, au nom de la Cinquième Commission, aux Assemblées des années 1931, 1932, 1933, 1935, 1937 et 1938.

J'espère que ces lignes vous trouveront en bonne santé et que j'aurai le plaisir de vous revoir lors de mon retour aux Etats-Unis.

Veuillez me croire, cher Monsieur, votre bien dévoué,

Laszlo Hamori
Secrétaire adjoint,
Comité du Conseil chargé
des Organisations
non-gouvernementales.

Monsieur le Professeur V.V. PELLA,
Président de l'Association internationale
de Droit pénal,
116 East, 63rd Street,
NEW-YORK 21, N.Y.



Nr. 10

SECTION SUISSE
DU
SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL
ANCIENNEMENT AIDE AUX ÉMIGRÉS



INTERNATIONALER SOZIALDIENST DER SCHWEIZ
VORMALS FÜRSORGEDIENST FÜR AUSGEWANDERTE

Adresse télégraphique : Swissmigranto Tél. 5 72 25 Chèques post. I. 5490
Heures de réception : 10-11 h. 30 lundi à vendredi

A rappeler dans toute correspondance
In der Antwort anzugeben

GENÈVE, le 15 septembre 1949.
25, rue Pierre Fatio

H. :

EB/hw 11.089
BARRY Lionel

Monsieur Hamori
4, Plateau de Champel
GENÈVE

Monsieur,

Permettez-moi de vous écrire quelques lignes au sujet de notre cher ami Allalouf. Je ne peux pas vous donner des renseignements plus détaillés pour le moment, car actuellement les médecins et un avocat s'occupent de lui et seraient arrivés à le convaincre de partir pour la France. Par des relations personnelles, ils espèrent obtenir le plus vite possible le visa d'entrée en France. De leur côté, les autorités fédérales ont bien voulu accorder une contribution aux frais de voyage.

Mais la raison pour laquelle je vous écris aujourd'hui concerne un autre réfugié qui mérite toute notre attention. Voici brièvement son histoire :

M. Lionel Barry, né en 1908, arriva clandestinement en Suisse en 1943 après avoir passé plusieurs années dans les camps de concentration Auschwitz, Matthausen et Buchenwald. Ensuite, il fut envoyé à Hambourg avec une colonie pénitentiaire et reçut pendant le grand bombardement un choc nerveux. Il s'enfuit en Suisse, fut soigné à Lausanne et, en 1947, partit par notre intermédiaire au Vénézuéla où il travailla une année dans une mine de diamants. Ne pouvant plus supporter le climat - il avait aussi contracté une malaria - il revint en Suisse en novembre 1948 et Mlle Lydia Müller, psychanalyste, s'occupa de lui. Notre organisation fit le nécessaire pour lui procurer une allocation par un comité et la police fédérale. Cependant, les démarches n'ont pas encore abouti définitivement et depuis quelques mois nous subvenons à son entretien grâce au fonds du CICR, en attendant d'avoir une réponse positive des autorités et du comité confessionnel.

Il s'agit maintenant de trouver une autre solution en lui procurant du travail. Seulement, c'est extrêmement difficile du fait qu'il ne peut exécuter un travail

Service social international pour les familles dispersées

2/1

Fürsorgedienst für zerstreut lebende und durch Landesgrenzen getrennte Familien

qui demande de la précision car il souffre toujours de son choc nerveux. Mlle Müller a soumis une demande d'emploi à M. Hapggod de l'ONU qui malheureusement ne voit pas la possibilité d'engager M. Barry. Ce fut pour nous un assez grand désappointement, car nous avons la conviction que le travail proposé lui aurait permis, d'une part, de gagner sa vie et, d'autre part, il représentait aussi une thérapeutique du travail. Nous avons également prévu de lui acheter un terrain pour développer une culture de champignon, ce qui évidemment entraîne nombre de dépenses sans pour cela assurer le succès.

Vous comprenez donc que nous tenons à faire tout notre possible pour que son offre puisse être prise en considération, et nous vous serions très obligés s'il vous était possible de recommander M. Barry ou d'intervenir en sa faveur. Nous sommes, bien entendu, à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugerez utile.

Dans l'attente de vos nouvelles, nous vous présentons, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

SECTION SUISSE
DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

E. Bertschi

E. Bertschi
Directrice

SECTION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

Anciennement Aide aux Emigrés

GENEVE, le 15 septembre 1949
25, rue Pierre-Fatio

Réf. EB/hw 11.089
BARRY Lionel

Monsieur Hamori
4, Plateau de Champel
G E N E V E

Monsieur,

.....

Mais la raison pour laquelle je vous écris aujourd'hui concerne un autre réfugié qui mérite toute notre attention. Voici brièvement son histoire :

M. Lionel Barry, né en 1908, arriva clandestinement en Suisse en 1943 après avoir passé plusieurs années dans les camps de concentration Auschwitz, Matthausen et Buchenwald. Ensuite, il fut envoyé à Hambourg avec une colonie pénitentiaire et reçut pendant le grand bombardement un choc nerveux. Il s'enfuit en Suisse, fut soigné à Lausanne, et en 1947, partit par notre intermédiaire au Vénézuéla où il travailla une année dans une mine de diamants. Ne pouvant plus supporter le climat - il avait aussi contracté une malaria - il revint en Suisse en novembre 1948 et Mlle Lydia Müller, psychanaliste, s'occupa de lui. Notre organisation fit le nécessaire pour lui procurer une allocation par un comité et la police fédérale. Cependant, les démarches n'ont pas encore abouti définitivement et depuis quelques mois nous subvenons à son entretien grâce au fonds du CICR, en attendant d'avoir une réponse positive des autorités et du comité confessionnel.

Il s'agit maintenant de trouver une autre solution en lui procurant du travail. Seulement, c'est extrêmement difficile du fait qu'il ne peut exécuter un travail qui demande de la précision car il souffre toujours de son choc nerveux. Mlle Müller a soumis une demande d'emploi à M. Hapgood de l'ONU qui malheureusement ne voit pas la possibilité d'engager M. Barry. Ce fut pour nous un assez grand désappointement, car nous avons la conviction que le travail proposé lui aurait permis, d'une part, de gagner sa vie et, d'autre part, il représentait aussi une thérapeutique du travail. Nous avons également prévu de lui acheter un terrain pour développer une culture de champignon, ce qui évidemment entraîne nombre de dépenses sans pour cela assurer le succès.

Vous comprenez donc que nous tenons à faire tout notre possible pour que son offre puisse être prise en considération, et nous vous serions très obligés s'il vous était possible de recommander M. Barry ou d'intervenir en sa faveur. Nous sommes, bien entendu, à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire que vous jugerez utile.

Dans l'attente de vos nouvelles, etc.

SECTION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

(s) E. Bertschi
Directrice

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT PENAL

LE PRESIDENT:
116 EAST 63RD STREET
NEW YORK 21, N. Y.

le 10 septembre 1949

M. L. Hamori,
c/o Mme Archinard,
4, Chemin des Crêtes,
de Champel,
Genève, Switzerland.

Cher monsieur Hamori,

Pour remplacer le porte-plume Waterman qui a été perdu, j'ai pris la liberté de vous envoyer à votre nom (aux Nations Unies, Palais des Nations, Genève) un autre porte-plume de la même marque usagé. Je ne crois pas que vous aurez des droits de douane à payer. En tout cas, je vous reste débiteur pour la somme respective. L'expédition a été faite par avion, et j'ai tous les motifs de croire que le paquet vous arrivera en même temps que la présente lettre.

Si je n'abuse pas de votre extrême amabilité, je vous serais infiniment obligé de me procurer des archives de la Société des Nations un exemplaire en français des Rapports signés par moi et présentés au nom de la Cinquième Commission (Questions pénales et pénitentiaires) aux Assemblées ordinaires de 1931, 1932, 1933, 1935, 1937 et 1938.

Vous pouvez me les apporter vous-même le 15 octobre quand vous rentrerez à New York ou me les envoyer, par la poste ordinaire, et à mes frais, à l'adresse ci-dessus.

Affectueuses pensées de nous deux à vous deux.

V.V. Pella

1 September 1949.

Mr. Julian Griggs,
22 South State St.,
Elgin,
Illinois, U.S.A.

Dear Julian,

As you see I am still in Geneva and I am very glad to see further developments on the problem of a non-violent Peace Force. I had the opportunity of talking about this matter to a congress of psychiatrists and psychologists which recently took place in Geneva, and which adopted a number of resolutions.

I am sending you under separate cover, copy of Document, Mental Health Aspects of International Relations, which was submitted as a preliminary document to this conference. You may get further information on the results of the conference by writing to Dr. Kenneth Soddy, Honorary Secretary, World Federation for Mental Health, 19, Manchester Street, London, W.1. I wonder whether you have had an opportunity of discussing the matter with Andrew Cordier and David Brickenstaff. I talked to David about the matter after his return from the General Assembly.

I hope very much to see you on my return to America. Do you consider a trip to New York?

With my very best wishes,
Cordially,

Laszlo Hamori,
Deputy Secretary,
Council Committee on
Non-Governmental
Organizations.

Form GS 121
1 June 1946
(Rev. 1)

ROUTING SLIP

TO: *Miss Keeding*

FOR

APPROVAL		MORE DETAILS
REPLY, PLEASE		YOUR INFORMATION
SEE ME, PLEASE		RETURNED AS REQUESTED
YOUR SIGNATURE		INVESTIGATE AND REPORT
NOTE AND FILE		FOR IMMEDIATE ACTION
NOTE AND RETURN		REPLY FOR MY SIGNATURE
YOUR COMMENTS		INITIAL AND FORWARD

REMARKS:

*What would you
like to do with
this?*

FROM

EC A Reg

RBL

Aug

Send to

Hamori
please

from

William Rawlinson

80 Montague St.,

Brooklyn 2, N. Y., U.S.A.

Mr. Laszlo Hamori

Section of Non-Governmental Organizations

United Nations,

Lake Success, N. Y.

Dear Sir:

Mr. Julian Griggs, who is Social Education Assistant to the General Brotherhood Board, Church of the Brethren (22 South State St., Elgin, Illinois, U.S.A.) and myself have been carrying on a correspondence in regard to a proposed non-violent Peace Force which might be organized, trained and equipped for making or restoring order and peace in any troubled spot, basing its whole ideology and method on the teachings of Jesus, in contrast to the traditional ways and means of military bodies.

From 1940 to 1946 I worked on the idea of defense without war, and as there was in those years no authority in the world (other than the churches who profess the name of Jesus) capable of receiving and using the 450-page plan which was written out, I gave away the two copies I had made, one to a man in Germany and the other to a woman in New York, both persons members of the church.

I sent Mr. Griggs, and also Mr. Herbert Evatt, a six or seven-page diagram of the plan. Mr. Griggs suggested I see you sometime on this same subject. (I have received no response from Mr. Evatt's office yet.) The plan for defending any person, community, race, class of people, nation or corporation from any other, without ITS PRINCIPLES HAVE BEEN TESTED AND USED IN PERSONAL LIFE WITH REPEATED SUCCESS. the use of violence, is very definite, brief and comprehensive. ^

If you could give me a few minutes of your time, I would come out and show it to you, and answer questions about the point-for-point substitutions for the war method.

With best wishes, William Rawlinson

c/c
rted.

*

(Note for Documents) This asterisk refers to four places.

Miss Odile Manesse, Room C. 314.

Laszlo Hamori, Room 141.

31 August, 1949.

1. According to conversation this morning, I understand that you have already submitted the text of the Introduction to the EC/2 paper.
2. I send you enclosed the revised text of the Statement on WFTU. Kindly forward it to the competent services.

3. Membership*

Trade Union organizations in the following areas:

Albania (57.000), Australia (625.000), Austria (600.000), Basque (100.000), Belgian Congo (4.000), Belgium (500.000), Brazil (150.000), British Guiana (6.180), Bulgaria (610.000), Burma (20000), Ceylon (20.230), Chile (200.000), China (2.660.000), Colombia (200.000), Cuba (300.000), Cyprus (13.200), Czechoslovakia (3.000.000), Denmark (527.520), Dominican Republic (30.000), Egypt (139.540), Ecuador (100.000), Finland (260.000), France (5.100.000), Gambia (5.000), Germany (5.050.000), Gold Coast (5.000), Greece, Guatemala (50.000), Hungary (1.600.000), India (456.000), Iran (400.000), Italy (6.000.000), Jamaica (10.000), Japan (4.000.000), Lebanon (25.570), Luxemburg (32,550), Malaya, Mexico (1.000.000), Netherlands*, New Zealand (200.000), Nigeria (52.750), Northern Korea (840.000), Northern Rhodesia (3.000), Norway (400.000), Palestine (175.000), Panama (25.000), Philippines (100.000), Poland (3.000.000), Porto-Rico (30.000), Rumania (1.267.200), Siam, Sierra Leone (10.000), South Africa (150.000), Spanish exiled groups (51.250), Sweden (1.200.000), Switzerland (250.000), Syria (17.570), Trieste (80.000), Trinidad (10.000), Tunisia (89.370), U.S.S.R. (27.124.000), United Kingdom*, United States*, Uruguay (40.000), Viet-Nam (256.590), Yugoslavia (1.500.000).

Total membership as of 1 January 1949 approximately 71 millions. (as compared with 66½ millions (1945), 74½ millions (1948)).*

4. Structure

The World Trade Union Congress is to be convened biennially. The affiliated trade union organizations may send voting delegates on the following basis:

Up to 250.000 members	- 1 delegate.
For members in excess of 250.000 and up to 5.000.000	- 1 delegate for every 250.000 members or majority ^{FR} fraction thereof.
For members in excess of 5.000.000 and up to 10.000.000	- 1 delegate for every 500.000 members or R majority as fraction thereof.
For members in excess of 10.000.000 and up to 15.000.000	- 1 delegate for every 1.000.000 members or majority fraction thereof.
For members in excess of 15.000.000	- 1 delegate for every 2.000.000/ ^{members} or majority fraction thereof

When voting is by roll call the number of votes cast by each organization is determined on the basis of another sliding scale which also gives a higher weighting to the smaller organizations. The Congress is the highest policy making body of the WFTU and may amend the Constitution by a two-thirds vote. It passes on the admission or expulsion (expulsion requires a two-thirds vote) of any trade union organization. Except as noted all decisions are by majority vote. Decisions of the Congress (or of the General Council or of the Executive Committee) "shall be carried into effect" *by each affiliated organization, unless within three months it has presented to the General Secretary "a full statement of the reasons for its inability to give effect to such decision". Affiliated organizations are expected to keep the General

* The information given is as of 1 January 1949.

The representatives of the Netherlands Federation of Labor, the British Trade Union Congress and the Congress of Industrial Organizations of the United States withdrew from the Executive Bureau of the WFTU in January 1949.

le 29 août 1949

Miss Marie Butts,
Monsieur Lachenal,
4, rue de Beaumont,
G e n è v e

Chère Miss Butts,

En réponse à votre lettre du 21 août, dont je vous remercie, je suis heureux de pouvoir vous donner les quelques renseignements suivants: -

Les Nations Unies publient chaque mois des listes de réunions internationales dans deux de leurs périodiques:

- a) le Bulletin des Nations Unies, qui paraît en français, en anglais et en espagnol (publié par le Département de l'information. Prix de l'abonnement annuel: \$3.00).
- b) le Calendrier mensuel des Conférences internationales, publié par le Département des Conférences et Services généraux, en français et en anglais.

De son côté, l'Union des Associations internationales publie un bulletin mensuel qui comprend une liste des Congrès annoncés. L'éditeur responsable est M. Georges P. Speeckaert, 52, rue de la Brasserie, Bruxelles.

Tout à votre disposition si vous avez besoin d'un complément d'information à ce sujet, je vous prie de me croire, chère Miss Butts,

votre bien dévouée

Annexes: 2 numéros spécimens
U.N. Bulletin et
Bulletin de l'U.A.I.

Laszlo Hamori
Secrétaire Adjoint
Comité du Conseil chargé
des organisations
non-gouvernementales

BUREAU INTERNATIONAL
D'ÉDUCATION

Pension Lachenal

4 rue de Beaumont

Genève

21 août 1949

Cher Laszlo Hanuszi,

J'avais espéré vous voir au meeting. D'abord, pour m'excuser de vous avoir fait téléphoner samedi par un jeune maître d'école gallois, M. Geronwy Jones, qui avait besoin de renseignements que vous me paraissiez en mesure de lui fournir; ensuite, pour vous en demander pour le B.I.E. Voici de quoi il s'agit:

La section des sciences et de la culture du Ministère de l'Éducation du Japon voudrait que vous lui envoyiez la liste de congrès ^{internationaux} qui se tiendront dans tous les domaines de l'éducation, et dans celui des services sociaux et de la culture générale entre le mois d'avril 1950 et le mois de mars 1951. Nous répondrions que c'est encore trop tôt pour en connaître plus qu'un très petit nombre. Mais je voudrais savoir: 1° si vous ^{même} (pour les ONG), ou M. Ginals, tenez à jour une liste de congrès de toutes les organisations et si celle-ci paraît dans une publication quelconque de l'ONU, ou dans une publication d'autre provenance. Et où peut-on se la procurer? 2° Si la Fédération des Organisations

③ internationales à Bruxelles ~~publie~~ — dont j'ai oublié
le nom — publiée, de ton côté, une liste des congrès
de ses assoc.-membres, et où on peut se la procurer.

Vous seriez un ange de me répondre sur
ces deux points. Pardon de vous déranger.

Bien amicalement vôtre, en hâte

Marie Curie

M. Specter

BUREAU INTERNATIONAL CONTRE L'ALCOOLISME
INTERNATIONAL BUREAU AGAINST ALCOHOLISM
INTERNATIONALES BUREAU ZUR BEKÄMPFUNG DES ALKOHOLISMUS

Secrétariat général de l'Union internationale contre l'alcoolisme — Generalsekretariat des internationalen Bundes gegen den Alkoholismus
Secretariat of the International Temperance Union

Secrétaire général : **Dr. R. HERCOD**

Bureaux : La Glycine, Les Epinettes 8, LAUSANNE (Suisse)
Adresse postale : Lausanne, Case Gare
Adresse télégraphique : Burlintalc, Lausanne
Compte de chèques suisse : II 4088
Téléphone 2 59 42

LAUSANNE, le 29 août, 1949

Commission administrative :

S. E. M. le Ministre Volonmaa, Helsinki, président
Rev. H. Hanmer, Glasgow
Mgr J. Hermann, Lucerne
M. le Jonkheer W. Michiels van Kessenich, bourgmestre de Maastricht (Hollande)
M. Ruben Wagnsson, gouverneur de la province de Kalmar (Suède)

HHO

Monsieur Laszlo Hamori,
Liaison Section Non Governmental Organizations,
Room 139,
Office of the United Nations,
GENEVE.

Cher Monsieur,

J'ai été si heureux de vous rencontrer quelques instants lors de l'inauguration de l'assemblée mondiale de la santé mentale et reconnaissant de vos précieuses suggestions.

Note Je puis vous dire que je vais écrire à notre principal correspondant américain et le charger, puisqu'il habite lui-même le Sud, de désigner une personnalité capable, à New York ou ses environs, qui suivrait à Lake Success les travaux du Conseil économique et social, comme nous essay^{er}ons de le faire nous-même à Genève.

Il y a aussi la préparation d'une conférence spéciale de l'alcool et de la circulation dont nous nous préoccupons. Il ne me semble pas que cette conférence puisse porter un préjudice à la conférence réunie actuellement à Genève puisque celle-ci se préoccupe de questions matérielles relatives à la circulation tandis que seuls les problèmes - probablement à la fois, scientifiques, éducatifs et sociaux - de l'alcool et de la circulation doivent nous occuper.

Je me demandais si notre Conférence, préparatoire à ce que

les Nations Unies pourraient faire, ne devrait pas se tenir plutôt à Genève. Mais les Suédois ont tenu à l'avoir à Stockholm. Le gouvernement suédois est prêt à d'importants sacrifices pour assurer son succès matériel et le Prince héritier de Suède s'est déclaré prêt à assumer le protectorat de la conférence et à l'ouvrir par un discours. Un transfert à Genève serait, dans ces conditions, désobligeant.

En revanche, rien n'empêcherait ~~à ce~~ ^{ce qui} qu'une partie de la préparation scientifique de cette conférence, soit, touchant le problème des doses d'alcool qui exercent une action fâcheuse sur la circulation et les les méthodes les plus appropriées pour déterminer ces doses; prise du sang, prélèvement de l'urine, méthodes consistant à mesurer la quantité d'alcool contenue dans la respiration, etc., pût avoir lieu en Suisse, au siège des Nations Unies.

Nous avons à Genève, en particulier, comme à Berne et à Zurich, des spécialistes des ces méthodes qu'il serait facile de réunir à Genève, et je ne doute pas que certains spécialistes suédois ne se déplaceraient volontiers.

Je me permets de vous demander si, pour marquer matériellement le contact avec les Nations Unies, il serait possible de disposer pour deux ou trois jours d'un local au Palais des Nations. Il ne serait pas impossible sans doute d'obtenir aussi ^{par la voie Suisse} la collaboration de spécialistes américains qui se sont beaucoup préoccupés de ces questions. Il serait, sans doute, possible d'obtenir à Genève la collaboration de spécialistes de l'OMS.

Nous avons le 13, 14 et 15 septembre. à Paris, une assemblée du Comité directeur de notre Union internationale contre l'alcoolisme à laquelle j'aimerais poser ces questions de préparation technique.

Il me serait précieux de pouvoir informer notre Comité de la ^{locale} mesure dans laquelle nous pourrions compter sur l'appui matériel des Nations Unies par l'intermédiaire de votre Comité de liaison non gouvernementale.

Veillez agréer, cher Monsieur, l'expression de ma reconnaissance pour votre appui et de mes sentiments distingués.

R. Heriot

17 August, 1949.

Miss E. M. Thornton,
Assistant Secretary,
World Federation for Mental Health,
19, Manchester Street,
London, W.1.

Dear Miss Thornton,

Thank you for your letter of 4 August, 1949, in which you extend an invitation to the United Nations to send an observer to the Second Mental Health Assembly.

I very much regret to inform you that owing to the very restricted substantive personnel the Social Affairs Department was able to bring to Geneva, we found ourselves unable to designate anyone for your Conference, despite its importance.

I myself will be on vacation at the time, and it is likely that I shall be away from Geneva for a good part of your Conference. If and when, however, I am in Geneva at the opening day or another day, I shall be very happy to attend one or two meetings, of course in an entirely personal capacity.

If this works out I should be very glad to meet you indeed, as well as to make the acquaintance of Brigadier Rees and other members of your Executive Committee.

Yours sincerely,

Laszlo Hamori,
Deputy Secretary,
Council Committee on
Non-Governmental
Organizations.

WORLD FEDERATION FOR MENTAL HEALTH FEDERATION MONDIALE POUR LA SANTE MENTALE

President : J. R. REES, M.D. (GREAT BRITAIN)
Vice-President : ANDRÉ REPOND, M.D. (SWITZERLAND)
Treasurer : FRANK FREMONT-SMITH, M.D. (U.S.A.)
Chairman of the Executive Board : H. C. RÜMKE, M.D. •
(NETHERLANDS)
Honorary Secretary : KENNETH SODDY, M.D.
Assistant Secretary : MISS E. M. THORNTON

Temporary Address :
19 MANCHESTER STREET
LONDON, W.1
Telephone : WELBECK 8126
Inland Telegrams : FEDMENSANA, WESDO, LONDON
Overseas Telegrams : FEDMENSANA, LONDON

4th August, 1949.

Dear Mr. Hamori,

As you may already know, the Second Mental Health Assembly of this Federation is to be held in Geneva from August 22nd-27th inclusive, and as we understand that you will be in Geneva during this time we should be very glad if you would care to attend some or all of its Sessions.

I should explain that the Federation has applied to the Economic and Social Council of the United Nations for recognition as a non-governmental organisation with consultative status, but that this has not, up to the present, been granted to it. I understand, however, from our President, Dr. J.R. Rees, that at the recent Assembly of the World Health Organization held in Rome, Sir Raphael Cilento had expressed great interest in the work of the Federation and in the forthcoming Assembly, and had said that he hoped that a representative of Ecosoc might be present, and might perhaps speak to the Assembly on the subject of the work of the Council.

It would give us great pleasure if you yourself could do this and we hope to hear from you that you will be able to spare the time for it.

Yours sincerely,

Encl. Provisional Agenda.

E. M. Thornton

Asst. Secretary.

Mr. Laszlo Hamori,
Room 141,
Economic and Social Council Committee,
Palais des Nations,
Geneva.

INTEROFFICE MEMORANDUM

To: Dr. S. Sze, Room 145.

From: Laszlo Hamori, Room 143. *Laszlo Hamori*

Our Ref: Geneva, 8 August, 1949.

Your Ref:

Subject: Invitation from the World Federation for Mental Health to
attend the Second Mental Health Assembly, Geneva, August 22-27.

1. The enclosed invitation reached me today to the Conference in reference.
2. The NGO Section has been in contact with this organization, and I understand from different people in the Secretariat that the Organization has the intention of applying for consultative status at a later date.
3. If it is agreeable to the Executive Office I would be happy to attend a few meetings of the World Federation of the Mental Health Assembly in order to find out more about the Organization, its possible contacts with the Social Affairs Department, as well as to prepare a report on it for circulation among the departments. As I am on home leave in Geneva, I would not claim for per diem.

Enclosures: Letter of World Federation of Mental Health.
Provisional Agenda of the Second Mental Health Assembly.

M.^r Hamari

Owing to the very
restricted substantive
personnel that this
dept was able to bring
to Geneva, we find ourselves
unable to designate anyone
for this Conference, despite
its importance.

DSU

12 August 1 -

10 August 1949

Please circulate quickly

1. Miss Osborne

See papers below, do you want to send someone from Social Affairs to this Conference ? *DSO*

2. Dr. Sze

to see *✓ JS*

3. Mr. Hamori

We discussed.

There is not a case in general for sending observers to organizations not in consultative status until we are in a position to give better coverage to those who have it. Also, this organization is right in the field of the World Health Organization.

The letter calls for a polite refusal, unless Social Affairs want to send someone for some reason connected with the business (such as for instance, its bearing on the penal and penitentiary work of the Division of Social Activities).

If you see Brigadier Rees, you might give him my compliments and explain to him verbally the position taken by the NGO Committee in the past about organizations whose activities lie wholly or mainly within the field of a specialized agency.

le 17 août 1949

Cher Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 9 août 1949 dont je vous accuse réception avec remerciements. J'avais également reçu un coup de téléphone de la part d'un de vos collaborateurs à Genève, le jeudi 11 août me signalant que vous passeriez à mon bureau au cours de la journée. J'y suis resté jusqu'à 6 heures et j'ai beaucoup regretté que vous n'ayez pu venir ce jour-là.

D'autre part, j'ai trouvé le 13 août votre carte que vous aviez déposée le jour avant. Malheureusement, j'avais dû m'absenter du bureau le vendredi ayant des obligations en ville. Aussi je regrette beaucoup d'avoir ainsi manqué votre visite au Palais des Nations mais j'espère qu'il nous sera possible de nous rencontrer à une autre occasion.

Je suis sur le point de terminer mon travail au Palais. Je resterai néanmoins encore deux mois à Genève en vacances et si, pendant cette période vous pensez être à Genève un jour ou l'autre, cela me fera grand plaisir de vous y rencontrer.

Pendant ces deux mois, vous voudrez bien me faire parvenir tous messages: c/o M. Pickard, Bureau 141, Palais des Nations, Genève, qui me les transmettra à mon domicile.

Dans l'espoir de vous voir au cours de cet été, je vous prie de croire, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments très distingués.

László HAMORI
Secrétaire adjoint du
Comité chargé des organisations non
gouvernementales
Conseil économique et social

Monsieur Ramon Sugranyes de Franch
Secrétaire général
PAX ROMANA
Mouvement international des intellectuels catholiques
14, Rue de l'Université
Fribourg, (Suisse)

PAX ROMANA

MOUVEMENT INTERNATIONAL DES INTELLECTUELS CATHOLIQUES

Fribourg, le 22 août 1949
14, rue de l'Université - Tél. 2.26.49

Monsieur Laszlo Hamori
Secrétaire adjoint du Comité chargé des O.N.G.
Conseil économique et social
c/o Mister Pickard
Bureau 141
Palais des Nations
G e n è v e

Cher Monsieur,

J'ai reçu votre lettre du 17 courant, et je suis vraiment navré du malentendu, par suite duquel je ne vous ai pas rencontré à Genève. En effet, notre représentant à Genève vous a téléphoné que je serais dans cette ville jeudi 11 août car j'ai pu m'y rendre pour assister à des réunions et rencontrer différentes personnes. Je me suis rendu à votre bureau deux fois le même jour et, chaque fois, on m'a répondu que vous étiez absent. Le 12 août, je suis revenu à votre bureau et, comme vous le dites, vous étiez absent ce jour-là.

Je regrette ce contre-temps d'autant plus que je pars maintenant pour un voyage de trois mois en Amérique du Sud et que je n'aurai plus l'occasion de vous revoir avant votre retour à Lake Success. J'espère que, peut-être, un de nos collaborateurs se rendra à Genève pendant votre séjour dans cette ville et qu'il aura encore l'occasion de vous rencontrer.

Veuillez croire, cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments très distingués.

P A X R O M A N A

R. Sugranyes de Franch

Prof. R. Sugranyes de Franch
Secrétaire général

J'étais là
toute la
journée.
Probablement
il a pensé
à son
aut. lui?

Hamori

ECA 10/1/0184

20 June 1949

Mr. R. Sugranyes de Franch
Secretary-General
Pax Romana - International
Catholic Movement for Intellectual
and Cultural Affairs
14, rue de l'Universite
Fribourg, Switzerland

Dear Sir:

I refer to your letters addressed to the Secretary-General and to me, both dated 14 June 1949.

The expression of your support for the work of the United Nations and the invitation which you extend to the Secretariat to be represented at your next Plenary Assembly in Luxembourg from the 23-29 July 1949 are highly appreciated.

The questionnaire to which the Carnegie Endowment for International Peace referred was the same as my circular ECA/10/4/01 of 7 March 1949.

I am very glad to have the report on your activities as a consultative organization up to the first of June 1949. The Report of the Secretary-General which is to appear by 30 November 1949 will, however, include only the organizations which were granted consultative status not later than the sixth session of the Council. Your statement, therefore, will not be used in that Report. It will, nevertheless, be useful to have and will serve as the first part of a Report on consultative work which will no doubt be needed sometime in the future.

I apologize for writing to you in English but we do not at this time have a French secretary.

Sincerely yours,

Lyman C. White, Secretary
Committee on Non-Governmental Organizations
Economic and Social Council Secretariat

8 May 1947

UNITED NATIONS

• NATIONS UNIES

CONFERENCE AND GENERAL SERVICES
CABLE AND WIRELESS SECTIONServices généraux et des Conférences
Section télégraphique et télégraphique sans fil

OUTGOING CABLEGRAM

TELEGRAMME DEPART

DRAFTED BY - ROSENBERG



VSU24 75 PNTCN CTD LAKE SUCCESS 2 JUN 49

NLT RADICE

UPU

BERNE (SWITZERLAND)

40 VEUILLEZ EXPEDIER PAR AVION LETTRE TRANSMISSION OFFICIELLE
RAPPORT GESTION 1948 INDIQUANT EVENTUELLEMENT SI MODIFICATIONS ONT
ETE APPORTEES AU TEXTE OFFICIEUX RECU ICI MOIS DERNIER A LA SUITE
REUNION COMMISSION EXECUTIVE ET LIAISON. NECESSAIRE CONNAITRE
CES MODIFICATIONS POUR TRADUCTION ANGLAISE. VEUILLEZ ADRESSER 350
EXEMPLAIRES FRANCAIS RAPPORT FINAL DE GESTION A F R HAPGOOD PALAISDES-
NATIONS GENEVE. DISTRIBUTION SERA EFFECTUEE DE GENEVE PLUTOT
QUE NEWYORK EN RAISON TEMPS LIMITE

SZE

PM/PC 2119 EDST

DISTRIBUTION

INFO:

S/G - EO - 2

BREG (FILE)

CGS - EO DUROCS - 2

BREG (FILE)

ECA - EO - 2

BREG (FILE)

BOOKS

2

INFORMATION COPY ONLY

Copie du télégramme original

File

ECOSOC Secretariat
Circular No. 78
14 April 1949

To: All Divisions of the Economic and Social Affairs Departments
cc. Executive Office of the Secretary-General

From: G.E. Yates

Subject: Submission of work programmes and material for the Comparative Review

Under Section B.C.2 of the Economic and Social Council resolution 128 (VI), the Secretary-General is requested to submit not later than 1 June an account of the current work programmes of the Economic and Social Departments and of the Commissions of the Council, with a description, where applicable, of their relationship to similar activities carried on by the specialized agencies and by other organs of the United Nations.

For the seventh session the work programmes were presented in E/844. A document will be prepared for the ninth session, with some modifications from last year.

A comparative review indicating the relationship of the work of the Commissions and Economic and Social Departments to that of the specialized agencies in related fields was also prepared for the seventh session, E/848 and E/848/Add.1. A similar review will be prepared for the ninth session.

In order to avoid duplication in the demands on the Departments for material to be used in statement of current work programmes and in the comparative review, it is proposed that the Departments prepare one statement to be used for both purposes.

In order to serve both purposes, the statements prepared by the various divisions should cover the following:

- I. Subjects with which the Commission will be chiefly concerned during the rest of 1949 (if it holds a second session this year) and during 1950; also the corresponding work on the part of the Secretariat.
- II. Projects in addition to the above on which the Secretariat is or will be engaged:
 - (a) those expected to be completed in 1949;
 - (b) those to continue or new projects to be undertaken in 1950.

With reference to individual items of the work programmes under I and II above, a description should be included, where applicable, of their relationship to similar activities of specialized agencies, i.e., the nature and extent of co-operation between the division and specialized agencies concerned, the existence of joint committees or informal discussion groups, working parties, joint sponsorship, etc.

Items on the work programmes for the consideration of the Council at its ninth session appear, of course, on the agenda. It should be indicated, however, in cases where it can be foreseen, if items under I and II are likely to require specific consideration and decision by the Council at its tenth or eleventh session or by the General Assembly at its fifth regular session.

There is a close relationship between many of the items of the work programmes and the projects listed in the Catalogue of Economic and Social Projects. In some cases an item of the work programme will be identical with a listing in the Catalogue, in others a work programme item, described in more general terms, may involve several of the Catalogue projects. The statement of work programmes should indicate for each item the number of the Catalogue project or projects pertaining thereto.

The resolutions under which the various Catalogue projects originated are listed in the Catalogue. If ECOSOC and the General Assembly have adopted

additional resolutions pertaining to work items or projects, these additional resolutions should also be listed by number for each item.

For new items in the work programme which have not appeared in the Catalogue, the originating and all other related resolutions should be listed.

In organizing the material for the Comparative Review the material will be arranged under the categories as shown in the attached list. This list is the result of consultation with the Preparatory Committee of the Administrative Committee on Co-ordination and represents a compromise with respect to the views of the specialized agencies. (See also previous review E/848/Add.1.) The work programme statements for the various Commissions and divisions should indicate by number the Comparative Review headings under which each entry in the work programme should be listed. In some cases a project or work programme item should be listed under two or more headings. Thus the entry in the work programme of the Statistical Commission and Statistical Office under "Transport Statistics" would refer to Catalogue number 35 (Economic and Statistical Requirements in the Transport Field) and to Comparative Review Categories A9 (Transport and Communications) and C1 (Statistics).

A preliminary draft of the Comparative Review must be prepared at once for transmission to the Administrative Committee on Co-ordination before its meeting of 18 May. Statements on work programmes should, therefore, be sent to Mrs. Grant not later than Monday, 25 April. Supplementary statements will be required from the divisions concerned immediately after the close of the forthcoming sessions of the Statistical Commission, the Social Commission, the Economic Commission for Europe, the Economic and Employment Commission, the Commission on Narcotic Drugs, the Commission on Human Rights and the Economic Commission for Latin America in order to prepare for the beginning of the Council a complete and revised Comparative Review and the document on work programmes for the Economic and Social Council.

LIST OF CATEGORIES FOR COMPARATIVE REVIEW

A. Economic Questions

1. Economic Surveys
2. Economic Stability and Employment
3. Economic Development and Reconstruction
4. Industry and Raw Materials
5. Food and Agriculture
6. International Trade
7. Monetary and Financial Questions
8. Public Finance Questions
9. Transport and Communications

B. Social Questions

1. Human Rights
2. Educational, Scientific and Cultural Activities
3. Health (including nutrition)
4. Social Security (unemployment, old age, disability, sickness insurance)
5. Social Welfare (including rural welfare)
6. Narcotics (international control)
7. Prevention of Crime
8. Relief and Refugees

C. General Questions

1. Statistics
2. Industrial Relations (including labour legislation, wages, other remuneration, conditions of work)
3. Population (including demography, migration and manpower)
4. Housing and Town and Country Planning
5. Technical Assistance
6. Coordination

NATIONALITY

THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

REQUESTS the Secretary-General to prepare for

the consideration of the Commission at its third session

(a) a Report based on replies to Part G of the

questionnaire together with a report on existing

Treaties and Conventions in the field of

Nationality, and

(b) a list of questions designed to elicit any further

information which, after an examination of the

replies of Governments, may be found to be

required by the terms of the Commission's

Resolution on Nationality (para. 18).

19/ Dec US Resolution.
US.

NATIONALITY

THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL

- REQUESTS the Secretary-General to prepare for the consideration of the Commission at its third session
- (a) a Report based on replies to Part G of the questionnaire together with a report on existing Treaties and Conventions in the field of Nationality, and
- (b) a list of questions designed to elicit any further information which, after an examination of the replies of Governments, may be found to be required by the terms of the Commission's Resolution on Nationality (para. 18).

I. D. É.

DANMARKS INSTITUT FOR INTERNATIONAL UDVEKSLING
AF VIDENSKABELIGE PUBLIKATIONER

Adresse: Det kongelige Bibliotek, København K.

INSTITUT DANOIS DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX
DE PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES ET LITTÉRAIRES

Adresse: Bibliothèque Royale, Copenhague K.

København, d.

Copenhague, le 4 novembre
1948.

Monsieur Charles Malik,
Président du Conseil économique et social des Nations Unies,
c/o United Nations, Lake Success, N.Y., U. S. A.

Monsieur le Président,

La question du fonctionnement de la Bibliothèque de l'ONU à Genève a été traitée par le Conseil en juillet-août cet été, et c'est à propos de cette discussion que je m'adresse à vous - avec votre permission présumée.

Il est vrai qu'il n'est qu'à titre privé que j'écris et mes considérations et propositions ne se présentent en document officiel. Néanmoins il ne me semble pas tout à fait irraisonnable quand j'essaierai de contribuer à la discussion avec quelques mots, étant donné que je m'en suis occupé déjà en 1945 à la Conférence en vue de la création de l'Unesco à Londres (Voir les Comptes Rendus, texte français p. 166-167, texte anglais p. 140, Document E.C.O./Conf./Com. IV/4).

Ma proposition à ce moment là dont le but principal était la conservation de la-dite bibliothèque en Europe ne fut pas adoptée, mais elle ne restait pas sans une certaine influence sur le traitement des problèmes bibliothéconomiques.

Maintenant où la bibliothèque est restée sous la surveillance directe des Nations Unies et heureusement toujours en Europe, à côté de l'autre nouvelle en Amérique, sa situation a changé un peu. Et alors il serait permis de se demander s'il n'y a pas des fonctionnements spéciaux, qu'on pourra lui contribuer ou bien des arrangements comme celui de la WHO qui s'imposent.

Je voudrais bien remarquer d'abord qu'il me semble que la décision de ne pas distribuer ou partager la collection soit juste.

D'ailleurs il y a quelques considérations théoriques qui se présentent tout de suite.

La bibliothèque sera au service de l'ONU, c. à d. de toutes les conférences qui ont lieu à Genève et elle serait le centre européen des études sur le fonctionnement de l'ONU et des études des relations internationales au point de vue gouvernemental et juridique. Ainsi se pose la question de sa propre relation à la Bibliothèque du Palais de la Paix à la Haye et à la section des bibliothèques de l'Unesco à Paris. Il faut une sorte de coordination ou collaboration dirigée entre les trois institutions en vue.

Il ne serait certainement pas possible de distinguer clairement entre p.e. la médecine enseignée par les universités (l'éducation scientifique, domaine de l'Unesco) et la médecine comme fonction sociale (domaine de l'ONU et sa bibliothèque). Mais ne pourrait-on pas attribuer

à la bibliothèque de l'ONU quelques fonctionnements dans les domaines dépourvus d'aspects idéologiques presque analogues au fonctionnement de l'organisation internationale des services postaux?

Il est évident que les pays de l'ONU doivent aller de pair l'un avec l'autre dans beaucoup de domaines, surtout il serait utile qu'il y ait accès à la littérature internationale des domaines internationaux et "neutres" comme p.e. le commerce, l'industrie et la médecine. Les conditions de se procurer une telle "littérature" et de la consulter ne doivent pas être trop différentes dans les différents pays.

Pour la bibliothèque des Nations Unies il serait possible de se faire renseigner sur les conditions de fourniture des pays-membres. Peut-être la bibliothèque elle-même pourrait aussi fonctionner en "contrôle" et elle pourrait par des moyens d'échanges, de clearing ou par un fonds international se charger de la distribution de livres considérés un minimum absolu. (De même il y aura aussi la question des traductions quand il s'agit des travaux pratiques d'une importance internationale publiés dans une langue moins connue et moins répandue. Dans un tel cas une traduction n'est qu'une affaire presque mécanique, pas du tout une question littéraire).

Comment organiser un tel service? Il y aura certainement bien des difficultés à surmonter et seulement l'expérience pourra mener aux procédés définitivement à choisir. Mon intention n'était que d'attirer votre attention aux problèmes qui - si je ne suis pas mal renseigné - n'ont pas encore été assez considérés en relation avec la bibliothèque de Genève. Il faut à mon avis une grande bibliothèque - justement ce qu'on possède à Genève - comme base d'une telle activité où il y a de la place pour des expéditions et des locaux pour des études.

Je sais bien que mon esquisse est insuffisante. J'ai pensé qu'elle contribuerait pourtant un peu aux délibérations des préparateurs du programme des négociations concernant le point 43 à la prochaine réunion du Conseil.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma très haute considération

K. Schmidt-Phischedek

Paris, le 12 Octobre 1948

Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-joint le texte imprimé des résolutions passées par le Conseil économique et social au cours de sa septième session (Document E/1065).

Les résolutions suivantes concernent soit les institutions spécialisées en relation avec les Nations Unies soit plus particulièrement l'Union internationale des télécommunications :

- 166 (VII) Relations avec les institutions spécialisées et coordination de leur action ; programmes de travail de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ;
- 167 (VII) Rapports des institutions spécialisées ;
- 172 (VII) Projet d'utilisation de la Bibliothèque centrale de Genève par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ;
- 174 (VII) Calendrier des conférences pour 1949.

En ce qui concerne la résolution 166 (VII), pages 67-68, je me permets d'attirer votre attention sur les documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 et E/SR.180, 181, 225.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

G.E. Yates
Secrétaire du Conseil économique
et social

Monsieur le Dr. Franz von Ernst
~~Internationale Bureau~~ Télécommunications
1, Effingerstrasse, Berne (Suisse)

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 141 (VII) United Nations Scientific Conference on the Conservation and Utilization of Resources
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 149 (VII) Report of the third session of the Statistical Commission
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 154 (VII) Report of the second session of the Commission on the Status of Women
- 156 (VII) Migration
- 160 (VII) United Nations Research Laboratories
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 167 (VII) Reports of the specialized agencies
- 170 (VII) Teaching of the purposes and principles, the structure and activities of the United Nations in the schools of Member States
- 171 (VII) Relations with inter-governmental organizations
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G. E. Yates
Secretary, Economic and Social Council

Dr. Julian Huxley
Director-General
United Nations Educational, Scientific
and Cultural Organization
19, Avenue Kleber
Paris, France

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the International Monetary Fund:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 141 (VII) United Nations Scientific Conference on the Conservation and Utilization of Resources
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 156 (VII) Migration
- 160 (VII) United Nations Research Laboratories
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 167 (VII) Reports of the specialized agencies
- 171 (VII) Relations with inter-governmental organizations
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1039, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G. E. Yates
Secretary, Economic and Social
Council

Mr. Camille Gutt
Managing Director
International Monetary Fund
1816 H Street, N.W.
Washington, D.C.
U.S.A.

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the Interim Commission for the International Trade Organization:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 142 (VII) United Nations Conference on Trade and Employment
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 147 (VII) Report of the second session of the Transport and Communications Commission
- 148 (VII) United Nations Maritime Conference
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 156 (VII) Migration
- 165 (VII) Draft Agreement between the United Nations and the Intergovernmental Maritime Consultative Organization
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E.1038, E/ZC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G. E. Yates
Secretary, Economic and Social Council

Mr. Eric Wyndham-White
Executive Secretary
Interim Commission of the International
Trade Organization
Palais des Nations
Geneve, Suisse

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the World Health Organization:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 141 (VII) United Nations Scientific Conference on the Conservation and Utilization of Resources
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 156 (VII) Migration
- 159 (VII) Narcotic Drugs
- 160 (VII) United Nations Research Laboratories
- 161 (VII) Report of the Executive Board of the International Children's Emergency Fund
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 167 (VII) Reports of the specialized agencies
- 168 (VII) Location of the Headquarters of the World Health Organization
- 171 (VII) Relations with inter-governmental organizations
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-23 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G. E. Yates
Secretary, Economic and Social Council

Dr. Brock Chisholm
Director-General
World Health Organization
Palais des Nations
Geneva, Switzerland

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the International Refugee Organization:

- 157 (VII) Progress and prospect of repatriation, resettlement and immigration of refugees and displaced persons
- 164 (VII) Draft Agreement between the United Nations and the International Refugee Organization
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G. E. Hates
Secretary, Economic and Social
Council

Mr. William Hallam Tuck
Director-General
International Refugee Organization
Palais des Nations
Geneve
Suisse

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the Intergovernmental Maritime Consultative Organization:

- 147 (VII) Report of the second session of the Transport and Communications Commission
- 148 (VII) United Nations Maritime Conference
- 165 (VII) Draft Agreement between the United Nations and the Intergovernmental Maritime Consultative Organization
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G.E. Yates
Secretary, Economic and Social
Council

Mr. Branko Lukac
Executive Secretary,
Preparatory Committee, Intergovernmental
Maritime Consultative Organization
Palais de Chaillot
Paris, France

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the Food and Agriculture Organization:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 140 (VII) Report of the Food and Agriculture Organization of the United Nations on progress in the co-ordination of studies of suitable measures to bring about an increase in food production
- 141 (VII) United Nations Scientific Conference on the Conservation and Utilization of Resources
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 160 (VII) United Nations Research Laboratories
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 167 (VII) Reports of the specialized agencies
- 171 (VII) Relations with inter-governmental organizations
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G.E. Yates
Secretary, Economic and Social Council

Mr. Norris E. Dodd
Director-General
Food and Agriculture Organization
1201 Connecticut Avenue, N. W.
Washington, D. C.

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the International Civil Aviation Organization:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 141 (VII) United Nations Scientific Conference on the Conservation and Utilization of Resources
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 147 (VII) Report of the second session of the Transport and Communications Commission
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 156 (VII) Migration
- 160 (VII) United Nations Research Laboratories
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 167 (VII) Reports of the specialized agencies
- 169 (VII) Implementation by the International Civil Aviation Organization of General Assembly resolutions 39 (I) and 50 (I) concerning Franco Spain
- 171 (VII) Relations with inter-governmental organizations
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181, and 225.

Yours sincerely,

G.E. Yates
Secretary, Economic and Social Council

Mr. Edward Warner
President of the Council
International Civil Aviation Organization
Sun Life Building
Dominion Square
Montreal, Canada

12 October 1948

Sir,

I enclose the printed texts of the resolutions passed by the Economic and Social Council during its Seventh Session (Document E/1065).

These include the following resolutions addressed either to the specialized agencies in relationship with the United Nations or specifically to the International Bank for Reconstruction and Development:

- 139 (VII) Report of the third session of the Economic and Employment Commission
- 141 (VII) United Nations Scientific Conference on the Conservation and Utilization of Resources
- 143 (VII) Report of the Economic Commission for Europe
- 144 (VII) Report of the third session of the Economic Commission for Asia and the Far East
- 150 (VII) Report of the third session of the Population Commission
- 156 (VII) Migration
- 160 (VII) United Nations Research Laboratories
- 166 (VII) Relations with and co-ordination of specialized agencies and work programmes of the United Nations and specialized agencies
- 167 (VII) Reports of the specialized agencies
- 171 (VII) Relations with inter-governmental organizations
- 172 (VII) Plan for the use of the Central Library at Geneva by the United Nations and specialized agencies
- 174 (VII) Programme of conferences for 1949

In connection with Resolution 166 (VII), Pages 67-68, your attention is particularly drawn to documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 inclusive, and E/SR.180, 181 and 225.

Yours sincerely,

G. E. Yates
Secretary, Economic and Social
Council

Mr. John J. McCloy
President, International Bank for
Reconstruction and Development
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C.
U.S.A.

Paris, le 12 Octobre 1948

Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-joint le texte imprimé des résolutions passées par le Conseil économique et social au cours de sa septième session (Document E/1065).

Les résolutions suivantes concernent soit les institutions spécialisées en relation avec les Nations Unies soit plus particulièrement l'Union postale universelle :

- 166 (VII) Relations avec les institutions spécialisées et coordination de leur action ; programmes de travail de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ;
- 167 (VII) Rapports des institutions spécialisées ;
- 172 (VII) Projet d'utilisation de la Bibliothèque centrale de Genève par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ;
- 174 (VII) Calendrier des conférences pour 1949.

En ce qui concerne la résolution 166 (VII), pages 67-68, je me permets d'attirer votre attention sur les documents E/1038, E/AC.24/SR.9-28 et E/SR.180, 181, 225.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

G.E. Yates
Secrétaire du Conseil économique
et social

Monsieur le Docteur A. Muri
Secrétaire général de la
Commission exécutive et de
liaison de l'Union postale universelle
Case 14, Berne, Suisse.

La Délégation d'Egypte présente ses compliments au Secrétaire Général des Nations-Unies, et a l'honneur de l'informer que Son Excellence Ahmed Galal Eddine Bey Abdel Razek remplacera depuis aujourd'hui Son Excellence Abdel Hakim El Rifai Bey à la Commission Mixte des Deuxième et Troisième Commission.
Paris, le 13 Octobre 1948.



A MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL
DES NATIONS-UNIES
PARIS

New Zealand Delegation to the General Assembly
of the United Nations

Mr. Yates
for action, please
Y.C.D.
8 October 1948

Hotel du Louvre,
Place du Theatre Français,
Paris.

8 October 1948.

Dear Sir,

COMMITTEE II and III - NEW ZEALAND DELEGATION

With reference to Document A/C2/3/66 of 24 September 1948,
I shall be glad if you will note that the personnel of the
New Zealand representatives on the Joint 2nd and 3rd Committee
should be shown as under -

<u>Representative.</u>	<u>Alternate.</u>	<u>Adviser.</u>
Mr. J. Thorn.	Mrs. A. M. Newlands.	Miss H. N. Hampton.
	Dr. W. B. Sutch.	

I shall be grateful if you will make the necessary
addition to the list.

Yours faithfully,

Secretary.
New Zealand Delegation.
(T. P. Davin).

The Committee Secretary,
Joint 2nd and 3rd Committee,
Palais de Chaillot,
Paris.

DELEGACION DE MEXICO ANTE LAS NACIONES UNIDAS

Nº 22

REF. NO. _____
NAME IND. _____
SUBJ. IND. _____
OCT 5 1948

La Delegación del Gobierno de México ante la Tercera Asamblea General de las Naciones Unidas saluda muy atentamente al Señor Secretario General de la O.N.U. y tiene el agrado de anunciarle que los señores Gilberto Loyo, Pablo Campos Ortiz y Pedro de Alba, Miembros de la Delegación, fungirán como Delegados ante la Comisión formada de las Comisiones Segunda y Tercera unidas; los tres Delegados mencionados tendrán la categoría de Delegados Principales.

La Delegación de México aprovecha la oportunidad para manifestar al Señor Secretario General su más atenta y distinguida consideración.

París, Francia, a 5 de octubre de 1948.

Al Excelentísimo Señor
Secretario General de la O.N.U.
París - Francia.

FOR ACTION TO:	<i>Mr. Galtres</i>
IMPORTANT: TO BE COMPLETED BY ACTION OFFICE	
<input type="checkbox"/>	ACTION COMPLETED.....
<input type="checkbox"/>	LETTER, ETC. ACKNOWLEDGED
<input type="checkbox"/>	NO ACTION REQUIRED



INDIA DELEGATION TO THE UNITED NATIONS
GENERAL ASSEMBLY PALAIS DE CHAILLOT

DATED, PARIS THE 4th October 1948.

The Committee Secretary,
Joint Second and Third Committee,
Room 6.008, Palais De Chaillot,
P A R I S.

Sir,

Reference document A/C.2 & 3/66 dated 24th September 1948, showing the membership of the Joint Second and Third Committee of the General Assembly, I am directed to transmit to you the names of India's representatives on the said Committee.

Representative: Sir B.N.Rau.

Alternatives: Mr.J.R.D. Tata.
Shrimati Lakshmi Menon.
Prof. Mohd. Habib.

Advisers: Mr.B.P.Adarkar.
Dr.A.Appadorai.
Mr.J.N.Dhamija.

I have the honour to be,
Sir,
Your obedient Servant,

(C. S. Jha.)

Secretary-General to the Delegation.

ПРЕДСТАВИТЕЛЬ СССР на УП СЕССИИ ЭКОНОМИЧЕСКОГО И
СОЦИАЛЬНОГО СОВЕТА

27 августа 1948 г.

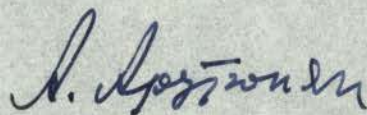
Женева

Уважаемый Генеральный Секретарь,

По поручению Правительства Союза ССР довожу до
Вашего сведения, что Представителем СССР в Социальной
Комиссии выделен г-н БОРИСОВ АЛЕКСАНДР ПАВЛОВИЧ и в Ста-
тистической Комиссии равно, как и в Комиссии по Народо -
населению - г-н РЯБУШКИН ТИМОН ВАСИЛЬЕВИЧ.

Биографические данные указанных лиц прилагаются.

С уважением



А. АРУТУНЯН

ПРЕДСТАВИТЕЛЬ СССР НА УП СЕССИИ
ЭКОНОМИЧЕСКОГО И СОЦИАЛЬНОГО
СОВЕТА

ГЕНЕРАЛЬНОМУ СЕКРЕТАРЮ ОРГАНИЗАЦИИ
ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

г-ну ТРЮГВЕ ЛИ

✓
Ginebra, 21 de agosto de 1948.

Señor Presidente del
Consejo Económico y Social.

Señor Presidente:

Tengo el honor de poner en su conocimiento que el señor Arturo García ha sido autorizado para asistir en calidad de Consejero a las reuniones del Consejo y de sus Comisiones.

Aprovecho la oportunidad para reiterarle, señor Presidente, las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.


Juvenal Monge
Delegado del Perú

DÉLÉGATION PERMANENTE DES PAYS-BAS AUPRÈS DU BUREAU EUROPÉEN DES
NATIONS UNIES À GENÈVE

*

GENÈVE, August 16, 1948

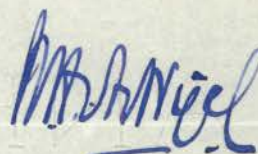
Sir,

Under instructions from my Government I have the honour to inform Your Excellency that I have been appointed alternate representative of the Netherlands to the seventh session of the Economic and Social Council.

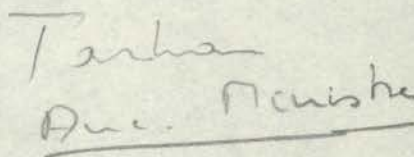
I have the honour to be,

Sir,

Your Excellency's obedient servant,



Permanent Netherlands Representative
with the European Office of the
United Nations.



His Excellency
Dr. Charles Malik,
President of the Economic and Social Council
of the United Nations.

Sey/K
NORWEGIAN PERMANENT DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS

Room 6228
Empire State Building
350 FIFTH AVENUE
NEW YORK 1, N. Y.
Telephone: BRyant 9-7640

August 13, 1948.

(11/1/48)
Connect for
the N

File No. **EGA-55/03 (7th)**
Name Indexed *YJ*
Dept. of Economic Affairs
17 AUG 1948
BRANCH REGISTRY

The Secretary-General of the
United Nations
Lake Success, N. Y.

Sir,

I have the honor to inform you that a copy of document E/824 containing a communication from the Preparatory Commission for the International Refugee Organization, proposing action for the coordination of procedures for declarations of death and enclosing a survey of the problem, has been submitted to the Norwegian Ministry of Justice. In a reply the Ministry of Justice has submitted the following information concerning the legal position in Norway in this respect.

The basic legal provisions governing this question are contained in a statute of 12 October 1857 which gives heirs the right to request a court ruling declaring that a person should be considered dead if he has been missing for three or seven years (depending upon the circumstances under which he disappeared). This decision would enable the heirs to inherit the estate, but would otherwise have no legal effects.

On October 10, 1947 a new law was passed concerning persons who were lost during the war in order to meet the very same difficulties described in document E/824. This law relates to persons who were lost because of the war or because of conditions created by the war during the period from April 9, 1940 (when Norway was invaded) to December 31, 1945. As far as these persons are concerned, the minimum time which a person must have been missing before a decision declaring his death can be obtained is reduced to one or three years. Further, a decision declaring that a person shall be considered dead will, according to the new statute and within its field of application, be decisive in all respects where the effect of his death has legal significance. Thus, the decision will provide an adequate legal basis not merely for inheritance, but also for the right of his spouse to remarry. In relation to questions concerning adoption, tutelage, etc., the person who has been missing will be considered to have died at the time specified in the decision by the court.

93934
FILE NO.
RECEIVED
17 1948

ATION 10

The statutes referred to above contain no reference to their application in cases of conflict between the law of different countries.

Consequently, the application of the Norwegian statutes in this respect must be determined according to the general principles of the Norwegian private international law, which is built upon the principle of domicile. Accordingly, it would be possible to bring a case to Norwegian court only when the missing person had his last known residence in Norway. When the new law was drafted, it was considered whether it would be desirable to extend the competence of the Norwegian courts in this respect to include also cases where the person missing is last known to have stayed in Norway, or when his spouse is residing in Norway, or when he owns property in Norway. It was decided, however, that it would be more natural in these cases to refer the parties to obtain a court decision in the country of his last residence.

It is the view of the Norwegian Ministry of Justice that the statutes which have been passed in Norway adequately cover the needs concerning Norwegians and refugees who were residing in Norway before the German invasion. In view of the fact that the number of refugees who have come to Norway after the war is rather limited, the Ministry does not consider that the need for an international regulation of the problem is very great from a Norwegian point of view. However, the Ministry feels that some cases will arise where it will be useful for relatives in Norway to acquire a decision by a foreign court declaring the death of a missing person in a quick and inexpensive manner. It is the conclusion of the Ministry of Justice that it will be desirable to establish an international regulation as proposed and that the Norwegian authorities will want to cooperate therein. If an international convention which might be drawn up should lay down certain minimum requirements to the national laws in the matter, the Ministry presumes that these minimum requirements would not need to go any further than what is already contained in Norwegian statute. The Ministry therefore presumes that a convention would not involve any obligation to pass new legislation. In case it would be part of the proposed international regulation that member governments should undertake to recognize as binding decisions by foreign courts or certificates issued by foreign executive authorities, declaring a missing person to be dead, the Norwegian Government would be glad to comply herewith since the statute on civil process of 13 August 1915, Sections 167 and 168 contains an authorization to undertake by treaty to recognize legal decisions by foreign courts or executive authorities as binding in Norway.

I am enclosing for your information a copy of the proposal of the Norwegian Ministry of Justice to the Nor-

wegian Parliament concerning the statute of October 10, 1947 (Ot.prp.nr.14). The text of the statute will be found on pages 20-21. The reference to the application of the statute in the international field will be found on pages 10-11, under V,4.

I have the honor to be,

Sir,

Your obedient Servant,

Signed: *FINN MOE*
Finn Moe

Norwegian Permanent Delegate,,
to the United Nations

FOR ACTION TO: *Finn Moe*

REPORT AND TO BE COMPLETED BY

AS PER ART. 10

- ☐ ACTION COMPLETED
- ☐ LETTER, ETC. ADDED
- ☐ NO ACTION REQUIRED

UNITED STATES
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

AUG 17 8 57 AM 1948

TO THE DIRECTOR, FBI
FROM THE DIRECTOR, CIA

SUBJECT: [Illegible]
RE: [Illegible]

URGENT

1 1048 PM 17 AUG 48

TO THE DIRECTOR, FBI
FROM THE DIRECTOR, CIA
SUBJECT: [Illegible]
RE: [Illegible]

NOTED FOR INFORMATION

DÉLÉGATION PERMANENTE DES PAYS-BAS AUPRÈS DU BUREAU EUROPÉEN DES
NATIONS UNIES À GENÈVE

*

GENÈVE, 12 August 1948.

Sir,

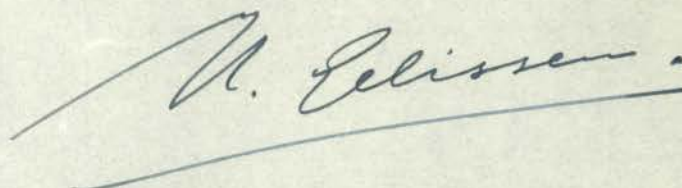
I have the honour to inform Your Excellency
that Mr. J.J.Oyevaar will act as an expert of the
Netherlands Delegation during the discussions of the
Council on the report on the United Nations Maritime
Conference (item 41 of the agenda).

I have the honour to be,

Sir,

Your Excellency's obedient servant,

President



Netherlands Representative

His Excellency
Dr. Charles Malik,
President of the Economic and Social Council.

E/956
12 August 1948
ORIGINAL: SPANISH

Dual distribution for Council Members

INFORME DE LA JUNTA EJECUTIVA DEL FONDO INTERNACIONAL
DE SOCORRO A LA INFANCIA

(Punto 24)

Comunicación de la República Dominicana

El Secretario general ha recibido la siguiente comunicación de la delegación permanente de la República Dominicana ante las Naciones Unidas :

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

UNRESTRICTED

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

E/956
12 August 1948

~~ENGLISH~~
ORIGINAL: SPANISH

Dual Distribution for Council Members

REPORT OF THE EXECUTIVE BOARD OF THE INTERNATIONAL
CHILDREN'S EMERGENCY FUND

(Item 24)

Communication from the Dominican Republic

The Secretary-General has received the following
communication from the Permanent Delegation of the
Dominican Republic to the United Nations :

"New York, 2 August 1948.

The Permanent Delegation of the Dominican Republic to the United Nations presents its compliments to the United Nations Secretariat and would ask it to be good enough to inform the Economic and Social Council, at present meeting at Geneva, Switzerland, and the subsidiary organs of the Division of Social Affairs of the United Nations, that the Dominican Government, by express order of His Excellency the President of the Republic, confirms the offer made by our country both at the second regular session of the General Assembly in 1947 and again recently, in connection with its contribution to the International Children's Emergency Fund; this offer is that our country is prepared to receive a number of homeless European children so that they may find a home and education in the Dominican Republic where they will be given an opportunity of leading a peaceful and hopeful life with the help of the official institutions of the Republic.

In confirming the said offer our Government expresses the wish to contribute its mite to the United Nations' humanitarian endeavour on behalf of children who have become homeless as a result of the recent war, this offer being independent of our country's material contribution to the International Children's Emergency Fund.

Signed: DE MARCHENA"

10 Août 1948

RZECZPOSPOLITA POLSKA

DELEGACJA DO NARODÓW ZJEDNOCZONYCH

REPUBLIC OF POLAND

DELEGATION TO THE UNITED NATIONS

151 EAST 67TH STREET

NEW YORK 21, N.Y.

Present address;
4, Rue Munier-Romilly, Genève.

Lates
Heuland

Sir,

Acting on the instructions of my Government I have the honour to submit to you the final list of the Delegation of Poland to the 7-th Session of the Economic and Social Council and should be grateful if you would arrange for the publication of the list in its present form.

Prof. Oscar Lange,
Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Chairman of the Delegation.,

Dr. Juliusz Katz-Suchy,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Permanent Representative of Poland to the United Nations.,

Mr. Jacek Rudzinski,
Vice President of the Central Office of Planning of Poland.,

Prof. Henryk Altman,
Dir. of Dept. Ministry of Labour and Social Welfare.,

Dr. Tadeusz Lychowski,
Dir. of Economic Dept. of Ministry of Foreign Affairs,
Minister Plenipotentiary.

I avail myself of the opportunity to renew to you, Sir,
the assurances of my highest esteem,

Juliusz Katz-Suchy

Dr. Juliusz Katz-Suchy,
Permanent Representative of Poland
To the United Nations.

M. Henri Laugier,
Secretary General
In c/o Social Affairs,
Palais de Nations, Genève.

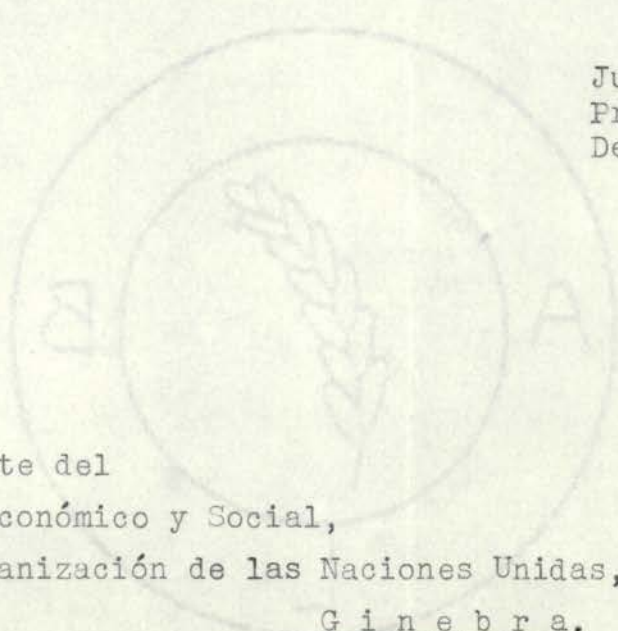
DELEGACION DEL PERU AL
CONSEJO ECONOMICO Y SOCIAL.-

Ginebra, 7 de agosto de 1948.

Señor Presidente:

Tengo el honor de poner en su conocimiento que en la fecha ha llegado a Ginebra el señor Arturo García, Secretario de la Embajada del Perú en París, quien actuará como Secretario de la Delegación del Perú al Consejo Económico y Social.

Aprovecho la oportunidad para reiterar al señor Presidente las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.



J. Monge
Juvenal Monge,
Presidente de la
Delegación del Perú.

Señor Presidente del
Consejo Económico y Social,
Organización de las Naciones Unidas,
Ginebra.

Copy Janis

Mr Yates

7 August

for action, please

G. C. D.

8. Oct. 1948

Mr. Trygvie Lie
Secretary-General
United Nations
Palais de Chaillot
Paris

Dear Mr. Lie:

I have the honour to inform you that
Dr. P. C. Chang has been designated as delegate
for China to the Joint Second and Third Committee.

I have the honour to be,

Your obedient servant

Cheng Paonan
Secretary-General

Jannet

Monsieur,

Le Secrétaire de la Commission mixte des deuxième et troisième commissions, de l'Assemblée Générale.

J'ai l'honneur de vous communiquer les noms du représentant et du conseiller du Royaume de Yemen dans la Commission mixte des deuxième et troisième commissions de l'Assemblée Générale pour la troisième session; à savoir:

- (1) El-Saïd Abdel-Rahman Abdel-Samad (représentant)
- (2) M^r M. Helmi Mourad (conseiller)

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, mes salutations les plus distinguées.

Secrétaire de la Délégation du
Royaume de Yemen.

H. Mourad

Paris, le 6 Octobre 1948.

not published
as E/pale

UNRESTRICTED
E/918
4 August 1948

ORIGINAL : ENGLISH

REPORT OF THE AD HOC COMMITTEE ON THE FACTORS BEARING UPON
THE ESTABLISHMENT OF AN ECONOMIC COMMISSION
FOR THE MIDDLE EAST

(Item 10)

Note by the Delegation of Egypt

"Berne, 2 August 1948

*delegation
in the
UN*

The representative of Egypt in the Seventh Session of the Economic and Social Council has the honour to refer to the view point of the Egyptian Government which has been expressed by the permanent Egyptian Delegate to the UNO, regarding the Position of Palestine in relation to membership and scope of the proposed Economic Commission for the Middle East.

He wishes to express that his Government still hold the same view which stands as follows:

Paragraph 3 of the Draft Text of Terms of Reference of the Proposed Commission, as recommended by Ad Hoc Committee, enumerates certain countries as members of the Commission. This enumeration is by no means limitative. The text of that paragraph specifies that those countries are members "in the first instance", and adds that "new members may be admitted by the Council after consultation with the Commission". Thus the possibility of adding new members is envisaged explicitly. As membership of the United Nations is a pre-requisite for membership in the Commission, Palestine - or any of the political entities that might emerge from it - would be eligible for membership in the Commission only when it became a member of the United Nations.

In such case it is the authority of the Council - as is stipulated in the text of paragraph 3 and following practises adopted by the other Regional Commissions - to admit such new members to the Commission, However, the terms of reference of

the Proposed Commission as formulated by the Ad Hoc Committee introduces a slight reservation to the effect tha the Council should consult with the Commission before the admittance of new members. Practically, this reservation does not constitute an innovation in comparison with the practices of other Regional Commissions since it was always on the recommandation of the Regional Commissions that the Council admittend new members. Moreover, in any case of divergence in attitudes between the Council and the Commission, the Council's point of view would prevail.

Failure to attain membership in the United Nations would place Palestine - or any of the political entities that might emerge from it - in another category, defined in paragraph 5. In this capacity Palestine - or any political entities that might emerge from it - would have to apply for a consultative status, as a state in the Eastern Mediterranean not a member of the United Nations. In this case the Commission under its Terms of Reference has a discretionary power in passing judgment on the application, as is the case in the Regional Commissions for Europe and for Asia and The Far East.

Such discretionary power is also conferred upon the Commission by vitue of paragraph 4 as regards the applications of non-self-governing territories. Thus, if Palestine were

LÉGATION
DE
S.M. LE ROI D'ÉGYPTE
BERNE

to fall in the category of non-self governing territories,
the Commission would be the authority to act on its application.
In this respect too, the powers of the Commission are identical
with those of the other Regional Commissions.



Signed. A.K. Dafa